



Union européenne



Nouvelle-Aquitaine

L'EUROPE EN RÉGION



# ***Programmes régionaux européens en Nouvelle-Aquitaine***

***Comité de Suivi du 7 octobre 2025***

***Arcachon (Gironde)  
Palais des Congrès***

***Compte-rendu***



[europe-en-nouvelle-aquitaine.eu](http://europe-en-nouvelle-aquitaine.eu)

**La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe agissent ensemble pour votre territoire**

Le Comité de suivi des programmes régionaux européens en Nouvelle-Aquitaine s'est tenu le mardi 7 octobre 2025, au Palais des Congrès d'Arcachon (Gironde), sous la présidence de M. Alain ROUSSET, Président de la Région Nouvelle-Aquitaine.

Le diaporama diffusé en séance ainsi que la feuille d'émargement sont joints en annexes.

## **Discours introductifs**

**Yves FOULON**, maire d'Arcachon, exprime sa joie et sa satisfaction de pouvoir accueillir aujourd'hui le Comité de suivi des programmes européens et salue et remercie pour leur présence :

- Alain ROUSSET, qui nous fait la fierté et l'honneur de réunir ici cette instance,
- Les conseillers régionaux Isabelle BOUDINEAU et Jean-Pierre RAYNAUD,
- la maire d'Audenge, Nathalie LE YONDRE et l'ensemble des maires du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre présents
- Les représentants de la Commission européenne, Petr LAPKA et Eugenio FERNANDEZ-GARCIA (DG Agri), Nicolas CLISSON (DG Budget), Miriam BURAJOWA (DG Regio) et Pascale BEAUCHAMP (DG Emploi)
- Le Président de la Chambre régionale des comptes de Nouvelle-Aquitaine, Vincent LENA
- L'ensemble des agents de la Région, des services de l'Etat et des représentants des groupes d'action locale.

Le Comité de suivi constitue un temps essentiel pour mesurer l'impact des programmes européens sur nos territoires, pour garantir que chaque Euro investi trouve sa juste place dans la vie quotidienne de nos habitants et pour renforcer le dialogue entre les collectivités territoriales, l'Etat et les institutions européennes.

Sur le territoire du Bassin d'Arcachon, les fonds européens se traduisent par des réalisations concrètes, visibles et utiles, pour lesquelles la Région reste l'interlocuteur prioritaire et dont il convient de souligner l'implication réelle et prégnante des services.

La création d'une maison médicale pour médecins spécialistes, un outil de visite augmentée du patrimoine historique et végétal ou encore les relations et échanges avec les jeunes scolaires étrangers représentent autant de projets ayant bénéficié d'un soutien financier européen.

Le Syndicat intercommunal du bassin d'Arcachon est un acteur déterminant de nombreux projets tels que le développement du pôle maritime ou encore la lutte contre les submersions et la stratégie érosion.

Les fonds européens transforment nos territoires et améliorent la vie de nos concitoyens, protègent nos patrimoines et soutiennent nos filières.

La qualité du programme consacré à ces deux journées (table ronde, visites de projets, soirée conviviale autour de témoignages, atelier sur les perspectives post-2027) est saluée.

**Alain ROUSSET** remercie Yves FOULON pour l'accueil réservé dans le cadre de la réunion de ce Comité et exprime sa joie de pouvoir l'organiser ici, à Arcachon.

Depuis plus de 10 ans, la Région anime les questions européennes en Nouvelle-Aquitaine et il est toujours passionnant de pouvoir confronter la situation d'un territoire aux politiques communautaires, en particulier au moment où l'Europe prépare son programme au-delà de 2027.

Il salue et souhaite également la bienvenue aux représentants de la Commission européenne.

Le Comité de suivi, associant un large partenariat régional, permet d'analyser et d'échanger sur l'avancée des programmes européens et constitue un gage de rassemblement de l'ensemble des acteurs, élus et techniciens néo-aquitains.

L'Europe est présente sur l'ensemble du territoire régional, en témoigne par exemple la délégation d'une partie des crédits aux territoires et pays de Nouvelle-Aquitaine. Il est essentiel que les Régions soient et demeurent le visage de l'Europe.

L'objectif du dégageant d'office des crédits est atteint pour 2025. En ce qui concerne la DJA, entre 1000 et 1500 jeunes agriculteurs bénéficient d'une aide FEADER chaque année et l'aide européenne leur est versée en moyenne entre 3 et 6 mois après engagement.

La Région Nouvelle-Aquitaine a créé 36 % de l'emploi industriel français en 2019. Les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI) créent le plus d'emplois et portent une part non négligeable de la R&D et de la souveraineté technologique de notre pays.

La Nouvelle-Aquitaine, c'est également de la forêt, dont des milliers d'ha ont brûlé en 2022 et dont le feu n'a pu être totalement maîtrisé qu'au début 2025, conséquence du drainage et de l'assèchement des bois et forêt engagés pendant des années. Les crédits européens permettent aujourd'hui de reméandrer les canaux et rivières. La gestion de l'eau (nappes, usages, irrigation agricole, pesticides,...) est au cœur des réflexions.

La santé globale (one health) constitue un autre défi, au travers notamment de la création d'une école vétérinaire à Limoges, laboratoire permettant le travail en commun de scientifiques sur la santé environnementale, animale et humaine. La question sanitaire constitue aujourd'hui le problème de l'élevage, en témoigne notamment la menace de la maladie hémorragique bovine ou encore de la grippe aviaire. En France, la déprise vétérinaire est plus importante que celle de la médecine humaine (la France ne forme que 40 % de ses vétérinaires).

S'agissant de la question de notre souveraineté industrielle et technologique, la Région soutient, sur le bassin de Lacq, la production de principes actifs des médicaments à partir d'éléments

naturels, pour lesquels nous dépendons aujourd'hui à 98 % de la Chine et de l'Inde. Il est essentiel de pouvoir reconquérir ces technologies de base.

La Région Nouvelle-Aquitaine bénéficie d'1,3 Mrds de crédits européens sur la génération 2021-2027, à employer le plus efficacement possible. La précédente programmation 2014-2020 a permis à la Région de bénéficier de 2,5 Mrds de crédits UE.

Les fonds de la politique de cohésion constituent un véritable effet levier sur la mise en œuvre des priorités de l'UE et ne sauraient être considérés comme un substitut à un retrait de l'Etat ou de la Région des politiques publiques.

Plusieurs résultats témoignent de l'emploi des crédits européens en Nouvelle-Aquitaine et permettent d'atteindre les objectifs et les défis que la CE nous demande de relever : près de 90 000 participants à des formations et accompagnements de parcours, 31 structures publiques soutenues dans la lutte contre la pandémie de COVID, 57 000 entreprises soutenues directement ou indirectement, 290 chercheurs accompagnés, près de 10 000 logements améliorés en classement énergétique.

**Petr LAPKA**, représentant la Commission européenne (DG AGRI), remercie le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine et plus particulièrement l'équipe chargée des Fonds européens, pour l'organisation de ce Comité de suivi des programmes européens.

Il souligne la nécessité de démontrer l'emploi des crédits européens sur le terrain, de donner des exemples concrets de réalisations et d'afficher le drapeau de l'Europe partout où elle intervient.

Face au risque de voir l'Europe s'éloigner des territoires en raison de la renationalisation des programmes, il est précisé que la mise en œuvre des plans stratégiques nationaux de la PAC 2023-2027 n'a pas conduit à remettre en question le travail étroit avec les Régions. Ce mode opératoire, au contraire, semble induire plus de coopération et de collaboration entre les différents services et permet de passer outre cette polarisation, grâce notamment à la création d'un groupe de discussion stratégique multi-niveaux.

Dans le contexte géopolitique actuel, la proposition du futur cadre pluriannuel financier, en augmentation, doit faire face à de nouveaux défis et permettre notamment le remboursement des emprunts contractés lors de la crise COVID. Le futur budget se voudra simplifié et flexible, passant de 52 à 16 programmes européens.

Les plans de partenariat nationaux et régionaux mobiliseront 44% des ressources disponibles, avec la France en tant que 2<sup>ème</sup> bénéficiaire. Leur objectif sera de mieux coordonner la cohésion économique, sociale et territoriale au sein de l'UE et d'offrir une plus grande réactivité sur le terrain. Ces propositions techniques de la Commission restent encore aujourd'hui en discussion avec les colégislateurs, avant d'être soumises au Conseil et au Parlement européens.

S'agissant du FEADER, la Région Nouvelle-Aquitaine bénéficie d'une enveloppe de plus de 400 M€ de crédits sur la période 2023-2027 (mesures non surfaciques). La gestion de la période 2014-2022 s'achèvera au 31/12/2025. La Région est félicitée pour le taux de programmation

s'élevant à plus de 97% et le taux d'exécution proche également de 97%. L'effort doit se concentrer désormais sur la clôture des 3 PDR.

S'agissant du FEDER/FSE 2014-2020, seuls les axes REACT-EU FSE n'ont pas tout à fait atteint leurs objectifs. La période 2021-2027 enregistre un démarrage plus lent, le FEDER progressant moins vite que la moyenne des régions françaises. Le FSE+ enregistre un taux de programmation de 71%, grâce notamment à l'objectif spécifique dédié au soutien à la formation professionnelle, aux personnes sans emploi et aux écoles de la deuxième chance.

La résolution des problèmes inhérents au déploiement du système d'information rencontrés en début de période doit permettre l'accélération du niveau de programmation du FEADER 23-27.

Dans le contexte actuel de négociations budgétaires à Bruxelles, et face aux pressions que peuvent subir la PAC et la politique de cohésion, il convient de souligner l'importance qui s'attache à accélérer les demandes de paiement et les remontées de dépenses exprimées par les autorités de gestion, afin de témoigner d'une mise en œuvre efficiente des programmes.

Le paquet législatif de la politique de cohésion a été adopté le 19 septembre. Les autorités de gestion sont invitées à se saisir de cette opportunité car elle introduit des flexibilités et la possibilité d'orienter les fonds vers les priorités stratégiques « compétitivité et défense », « logement abordable », « gestion pérenne de l'eau » et « transition énergétique ».

La communication et la visibilité de l'Europe autour des projets soutenus sont essentielles et encouragées, afin de montrer les réussites, en portant notamment une attention particulière sur la contribution des fonds européens aux opérations d'importance stratégique.

L'outil Alter'NA figure parmi les belles réussites en Nouvelle-Aquitaine, illustration d'une forte volonté politique régionale de soutenir les agriculteurs les plus modestes, grâce à la combinaison de plusieurs fonds. Malgré la complexité liée à sa mise en place, ce nouvel instrument a été accueilli très favorablement en 2018 en raison de sa flexibilité et du volet conseil qu'il proposait. Il s'agit d'une expérience intéressante dont les retours permettent d'assouplir les propositions pour l'avenir, axées sur les stratégies nationales et régionales.

La Commission européenne assure l'Autorité de gestion de sa pleine coopération et de son appui.

\* \* \*

\*

## **Clôture / fin de gestion des programmes régionaux européens 2014-2020 en Nouvelle-Aquitaine**

*Elodie PIPAUD – Directrice adjointe des Fonds européens (cf diaporama)*

*Laurent CAILLAUD - Chargé d'évaluation des programmes européens (cf diaporama)*

Les documents de clôture des 3 **programmes FEDER-FSE Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes 2014-2020** devront être adressés à la Commission pour le 15/02/2026.

4 086 projets ont été accompagnés sur la période, soit au global 2,6 Mrds € d'investissements qui ont permis de mobiliser un peu plus d'1 Mrd € de crédits européens sur le territoire néo-aquitain. Ces projets ont permis d'afficher des taux de certification et de déclaration de dépenses à la CE supérieurs à 100 %. Aucun dégagement d'office n'a été constaté.

Les derniers appels de fonds remontent à décembre 2024.

Les AG sont attendues sur un certain nombre de points, avec notamment une vigilance à apporter sur :

- Les opérations non fonctionnelles (matériellement non achevées ou partiellement mises en œuvre), pour lesquelles les cofinancements publics ne seraient pas versés ;
- La pérennité des investissements cofinancés (3 à 5 ans au-delà du versement du solde des subventions)
- Les instruments financiers.

La période d'octobre/début novembre sera consacrée, pour chacun de ces 3 programmes régionaux :

- Au suivi de la campagne d'audits d'opérations (avec la restitution des derniers rapports définitifs),
- Au suivi du versement des derniers cofinancements,
- Aux ultimes réajustements au solde liés à des sous-réalisations de projets,
- Au suivi de la mise en œuvre du plan de pérennité,
- À la finalisation des rapports finaux de mise en œuvre.

Comment les programmes européens régionaux 2014-2020 ont-ils permis de contribuer à la stratégie de l'Europe 2020, visant à atteindre une croissance intelligente, durable et inclusive ?

Plusieurs cibles avaient été fixées pour la France, parmi lesquelles :

- 3% du PIB en dépenses de R&D
- 20% d'énergie provenant de sources renouvelables
- 75% de la population âgée de 20 à 64 ans
- Diminution du taux de décrochage scolaire.

⇒ Comment mesurer par les résultats la contribution du **FEDER 2014-2020** à la stratégie de l'Europe 2020 en Nouvelle-Aquitaine (près de 870 M€ de crédits pour 2,4 Mrds€ d'investissements) ?

S'agissant de la contribution du FEDER à la **croissance intelligente**, plus de 2 200 projets ont notamment permis d'accompagner et de développer 43 000 entreprises (dont 256 bénéficiant d'une subvention directe, 2 300 à travers des instruments financiers) et de générer plus de 375 M€ d'investissements. Plus de 40 000 entreprises ont été aidées par l'intermédiaire de structures d'appui. S'agissant de la recherche et du transfert de technologies, l'accompagnement de plus de 350 nouveaux chercheurs a permis d'accroître les dépenses en R&D ainsi que la capacité d'action régionale dans ces domaines.

S'agissant des investissements numériques, les soutiens financiers ont bénéficié à près de 190 sites (Poitou-Charentes), à plus de 100 000 ménages supplémentaires pour une connexion au THD (Limousin), à plus de 110 PME soutenues et à près de 160 e-services/e-administrations. Près de 92% des logements accèdent aujourd'hui au THD en Nouvelle-Aquitaine et 86% des PME bénéficient d'une présence en ligne.

En ce qui concerne la contribution du FEDER à la **croissance durable**, près de 10 000 logements ont pu enregistrer une amélioration de leur classement énergétique et près de 80 MW de capacité d'énergies renouvelables supplémentaires ont été produits (correspondant à la consommation annuelle des ménages du département des Deux-Sèvres). Ces réalisations ont permis d'enregistrer une diminution de plus de 150 000 T de CO2 émises et, pour l'année 2022, une couverture à hauteur de 28% de la consommation d'énergie par les ENR. Par ailleurs, 30 pôles d'échanges multimodaux et 24 voies vertes ont été créés, conduisant notamment à une augmentation de la fréquentation des TER de plus de 32% entre 2019 et 2024. S'agissant des actions ciblées sur la protection de l'environnement, 330 projets axés sur la biodiversité et le patrimoine naturel et 79 projets en faveur du climat ont conduit à une meilleure connaissance et à une sensibilisation croissante, mais aussi au renforcement des stratégies locales sur ces thématiques.

S'agissant de la contribution du FEDER à la **croissance inclusive**, notamment à travers l'approche territoriale qui visait 2 types d'actions (amélioration des conditions de vie et développement des activités économiques), des enseignements ont été tirés et conduit à la mise en œuvre d'un axe territorial renforcé sur la génération 2021-2027. Le dispositif REACT-UE a permis de soutenir plus de 250 bénéficiaires, conduisant, dès 2023, à retrouver le niveau d'emploi antérieur à la crise COVID.

⇒ Comment mesurer par les résultats la contribution du **FSE 2014-2020** à la stratégie de l'Europe 2020 en Nouvelle-Aquitaine (plus de 169 M€ de crédits pour près de 310 M€ d'investissements) ?

S'agissant de la contribution à la **croissance intelligente**, le FSE a soutenu 154 actions liées à l'apprentissage et près de 90 000 participants ont pu bénéficier de formations ou d'un accompagnement de parcours (dont 49% de femmes et 2/3 de demandeurs d'emploi), ces actions ayant permis à 30% des participants de retrouver un emploi (70% pour les formations qualifiantes). Par ailleurs, plus de 30 000 créateurs ou repreneurs d'entreprise ont été accompagnés, notamment par l'intermédiaire du dispositif Entreprendre : on estime à 76% le taux de survie à 3 ans des micro-entreprises accompagnées.

Le FSE a également contribué à la **croissance durable**, notamment au travers du soutien aux emplois verts et aux métiers de l'environnement, ou encore d'actions en faveur des ressourceries et du réemploi, par l'intermédiaire de l'économie sociale et solidaire (ESS).

S'agissant de la contribution à la **croissance inclusive**, 312 actions en faveur de l'ESS, des micro-entreprises, des coopératives et des incubateurs ont bénéficié d'un soutien du FSE et représentent aujourd'hui près de 12% de l'emploi en Région. 8 actions pilotes visant à lutter contre le décrochage universitaire ont été conduites avec les établissements d'enseignement supérieur et les Ecoles de la deuxième chance. Le dispositif Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ), qui concernait uniquement le programme opérationnel Aquitaine, a bénéficié à plus de 300 actions et à plus de 14 000 participants, contribuant ainsi à la diminution du taux de chômage des jeunes. Des actions ont également été menées en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi (ex : lutte contre l'illettrisme et personnes sous main de justice). Par ailleurs, 185 actions en faveur des espaces métiers ont permis de renforcer le réseau des ERIP et ainsi d'améliorer leur capacité d'information et d'orientation des publics. Enfin, le FSE a également contribué à la réponse à la crise, avec notamment plus de 20 interventions en réaction immédiate à la crise COVID (soutien à l'achat d'équipements de protection) et 68 actions (notamment de formation) au titre de REACT-UE.

La gestion des 3 programmes opérationnels FEDER-FSE 2014-2020 en Nouvelle-Aquitaine a également conduit l'autorité de gestion à répondre, organiser ou réaliser 330 sessions de formation inter fonds, plus de 5 200 vérifications de service fait, 470 visites sur place, 150 appels de fonds, 5 audits système et thématique, 239 audits d'opérations, 5 audits européens entre



2021 et 2023 (Cour des comptes et CE), 7 évaluations interfonds, plus de 80 ETP financés chaque année et 7 Jolis Mois de l'Europe.

*Aurélie LAVIGNE – Sous-directrice FEADER (cf diaporama)*

S'agissant de la **programmation FEADER 2014-2022**, il est rappelé les principales échéances liées à la fin de gestion des 3 PDR Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes :

- Tous les dossiers ont été engagés et toutes les demandes de paiement transmises à l'ASP, organisme payeur.
- 31/12/2025 : limite des paiements par l'ASP.

A l'échelle des 3 programmes, la Nouvelle-Aquitaine était dotée d'une enveloppe de 3 Mrds€. Plus de 97% des crédits ont été engagés. En termes de paiements, le taux (supérieur à celui de la programmation 2007-2013) s'établit également autour de 97%, sachant qu'il reste environ 5 M€ de crédits à payer aux bénéficiaires.

## **Avancement des programmes régionaux européens 2021-2027 en Nouvelle-Aquitaine**

### **Programme FEDER-FSE+ 2021-2027**

*Solenne CORRAND – Directrice des Fonds Européens (cf diaporama)*

La **programmation** est actuellement tirée vers le haut par le FSE+, mais un travail prospectif a permis d'identifier un stock de 900 projets FEDER en cours d'instruction ou de montage (UE : 28 M€) , leur sélection à venir devant permettre d'atteindre un taux de programmation potentiel de 48 %.

La lenteur du démarrage trouve notamment son explication dans les difficultés rencontrées dans la sécurisation des projets *recherche*, la modification du programme adoptée cet été permettant désormais la programmation des dossiers correspondants.

Par ailleurs, des appels à projets ou à manifestation d'intérêts ont été lancés en vue de la sélection de dossiers relevant de l'axe 2 *Transition énergétique et écologique* (ex : performance énergétique des bâtiments publics, rénovation des logements sociaux), mais les dossiers de demande d'aide tardent à être déposés.

L'osp 2.5 « Favoriser l'accès à l'eau et une gestion durable de l'eau » a fait l'objet d'un transfert sur les osp 2.4 « Favoriser l'adaptation au changement climatique, la prévention des risques de catastrophe et la résilience (...) » ou 2.7 « Améliorer la protection et la préservation de la nature et de la biodiversité et renforcer les infrastructures vertes, en particulier en milieu urbain et

réduite toutes les formes de pollutions ». Les porteurs de projets ont été informés et peuvent désormais déposer leurs dossiers de demande.

Sur l'axe 3 *Mobilité urbaine durable*, 11 projets sont en cours d'instruction représentant 11 M€ de crédits FEDER.

S'agissant de l'axe 4 *Formation et création d'emploi*, le taux de programmation prévisionnel s'établit à 80% à fin 2025. L'osp 4.1 *Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation de tous les demandeurs d'emploi* enregistre une forte dynamique, grâce notamment aux dispositifs AMPLI et Entreprendre en Nouvelle-Aquitaine. Il en est de même pour l'osp 4.5 *Améliorer la qualité, le caractère inclusif et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation ainsi que leur adéquation au marché du travail*, grâce aux actions menées par les ERIP et les Ecoles de la deuxième chance.

Sur l'axe 6 *Transition numérique*, plusieurs projets sont identifiés (ex : data center, réseau d'interconnexions sécurisées) et les dossiers en cours de montage, mais il subsiste encore des questions liées à leur sécurisation juridique.

La Région échappera au **dégagement d'office** sur cette année 2025 : il reste 5,5 M€ de dépenses à déclarer, pour un stock s'élevant à 80 M€. Deux appels de fonds interviendront en novembre (FEDER et FSE+) et décembre (FEDER).

Les **modifications du programme** validées cet été par la Commission ont porté :

- sur le transfert de 10M€ de l'osp 1.1 (Recherche et Innovation) vers l'osp 1.3 (compétitivité des PME)
- sur la réallocation de 30 M€ de l'osp 2.5 (gestion durable de l'eau) vers les osp 2.4 (Adaptation au changement climatique) et 2.7 (Biodiversité)
- sur le transfert au sein du volet territorial de 0,432 M€ de l'osp 5.1 (Développement territorial zones urbaines) vers l'osp 5.2 (Développement territorial autres que zones urbaines) afin de simplifier le suivi de la mise en œuvre du volet Pyrénées
- sur l'introduction d'une typologie d'action visant à faciliter la programmation de projets intégrés de Recherche, d'Innovation et de Formation
- sur l'intégration des typologies d'actions relatives à l'eau, réparties entre les osp 2.4 et 2.7
- sur la reformulation de typologies d'actions.

Concernant les **opérations d'importance stratégique**, deux projets FEDER sont identifiés :

- le projet FERROCAMPUS (campus technopolitain dédié à la filière ferroviaire) : il devrait faire l'objet d'une présentation en instance de sélection d'ici fin 2025, pour un montant UE sollicité de 20 M€ ;
- le réseau de chaleur urbain de la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées : le projet est programmé (comité de sélection de juillet 2025) pour un montant FEDER de 9,716 M€.

Ces opérations contribuent de manière significative à la réalisation des objectifs du programme et font l'objet de mesures spécifiques de suivi et de communication.

S'agissant du FSE+, 150 projets ont été soutenus au titre du dispositif AMPLI représentant un montant global alloué de 3 M€. La journée d'échanges avec les porteurs de projets organisée au mois de juin a été saluée par l'ensemble des participants. Par ailleurs, 34 Espaces Régionaux d'information de Proximité Nouvelle-Aquitaine (ERIP) ont pu bénéficier du soutien du FSE+ pour 4,2 M€. Enfin, 13 projets portés par les Ecoles de la deuxième chance ont été soutenus pour un montant de plus de 4,5 M€, afin de permettre à de jeunes adultes sans diplôme ni qualification de réenclencher un parcours éducatif.

**Miriam BURAJOWA** (Commission européenne - DG Regio) confirme que les niveaux d'exécution des 3 PO FEDER-FSE 2014-2020 sont proches de 100%, tant pour le FEDER que pour l'enveloppe additionnelle REACT-EU consommée en un temps record. Il s'agit d'un réel succès, d'autant plus que le défi à relever était important, et pour lequel la Région et ses équipes sont saluées.

En revanche, concernant le programme 21-27, la mise en œuvre du FEDER est un peu plus contrastée. En termes de programmation, on constate des différences significatives entre objectifs spécifiques. La programmation est notamment plus faible pour les osp liés au développement des compétences S3, à la connectivité numérique et à l'efficacité énergétique, ce qui appelle une vigilance accrue. En fonction de leur état d'avancement dans les prochains mois, il conviendrait de réévaluer la situation au début de l'année prochaine.

Toutefois, les indications de l'autorité de gestion laissent entendre qu'il n'y a pas d'inquiétude particulière quant à la programmation future, au vu du stocks de dossiers en cours. Les dernières projections communiquées par l'AG sont plutôt rassurantes. Elles devraient permettre d'atteindre le taux de programmation du FEDER, d'ici le début de l'année prochaine, aux alentours de 42%. L'AG est invitée à poursuivre ses efforts pour concrétiser ces projections encourageantes.

Si les premières années de mise en œuvre ont été marquées par une programmation plutôt modeste en ce qui concerne le FEDER, on observe avec grande satisfaction une accélération progressive en 2025. Le nombre de dossiers en instruction en hausse et le stock de projets disponibles permettent de regarder l'avenir avec beaucoup plus de sérénité.

Par ailleurs, le risque de dégageant d'office semble écarté pour 2025, ce qui constitue une performance remarquable. Toutefois, il faut maintenir les efforts en matière de certification et de remontée des dépenses afin de les présenter à la CE dans les meilleurs délais. En effet, le faible niveau de demandes de paiements dans la plupart des pays européens constitue un angle d'attaque facile de la politique de cohésion et n'est pas de bon augure en vue des discussions sur le post-27.

La CE a bien conscience des défis opérationnels et des aléas rencontrés dans la mise en œuvre du programme. Au-delà des chiffres, elle félicite et remercie les équipes de la Région pour la qualité du travail réalisé, leur gestion professionnelle et efficace, leur engagement et leurs excellentes relations entretenues avec la CE.

**Pascale BEAUCHAMP** (Commission européenne - DG Emploi) confirme que le FSE+ va permettre d'atteindre le seuil du dégageant d'office. La dynamique de programmation est très favorable, le taux de programmation, bien supérieur aux moyennes régionales françaises et européennes, ayant plus que doublé depuis le dernier Comité de suivi. Cette belle progression est saluée et les équipes félicitées pour leur travail, à tous les niveaux de la vie et de la mise en œuvre des 715 projets sélectionnés. La CE est consciente du travail très exigeant que cela implique, compte tenu notamment du nombre très élevé de petits projets.

Les équipes sont aussi remerciées pour la mise en lumière des opérations d'importance stratégique, en particulier les Ecoles de la seconde chance, en vue de la communication organisée au niveau européen.

Le défi à venir portera sur le traitement et la remontée des dépenses.

Parmi les trois régions enregistrant un taux de programmation du FSE+ supérieur à celui de la Nouvelle-Aquitaine :

- une région a massivement recouru aux options de coûts simplifiés (dépenses de personnel), appliquées sur les projets de formation des demandeurs d'emploi, des détenus et des personnes sous main de justice,
- une 2<sup>nd</sup>e région a recouru, pour la formation des demandeurs d'emploi, aux financements non liés aux coûts, le remboursement par la CE s'opérant sur la base des réalisations et des résultats obtenus. La proposition de la CE pour le post-27 prévoit de généraliser ce dispositif qui impliquera, s'il est agréé par le Conseil et le Parlement, une simplification considérable pour l'obtention des financements européens.

## **Plan stratégique régional FEADER 2023-2027**

*Aurélié LAVIGNE – Sous-directrice FEADER (cf diaporama)*

La programmation a démarré depuis 2023, avec un cadrage des ambitions régionales et européennes formalisé dans le PSR autour de 4 enjeux (renouvellement générationnel, compétitivité/transition écologique, alimentation durable et développement territorial) et pour une enveloppe globale de 423 M€ dédiée à la Nouvelle-Aquitaine.

Pour mettre en œuvre ce programme européen, la Région s'appuie sur l'outil de gestion Mes Démarches en Nouvelle-Aquitaine (MDNA), pleinement opérationnel pour le dépôt des demandes d'aide relevant des 28 dispositifs ouverts. Le dépôt des demandes de paiement est aujourd'hui possible pour 23 dispositifs.

A ce jour, plus de 6 000 dossiers ont été sélectionnés représentant plus de 121 M€ de crédits FEADER, soit près de 30% de la maquette, taux conforme au prévisionnel, sachant que la moitié des dispositifs ont fait l'objet d'un démarrage de la programmation seulement en 2024. Depuis le précédent Comité de suivi de 2024, près de 70 M€ de crédits supplémentaires ont été programmés. Plus de 2 000 projets ont d'ores et déjà fait l'objet d'un paiement représentant plus de 21 M€, soit un peu plus de 5% de la maquette.

A noter que depuis le précédent Comité de suivi, une convention financière a été signée avec le Département de la Gironde lui permettant d'intervenir sur le dispositif *Infrastructures hydrauliques agricoles collectives*. D'autres conventions ont également été signées au cours des mois passés permettant aux agences de l'eau et à plusieurs départements d'intervenir en co-financement sur le dispositif *Leader*.

Une présentation détaillée de l'état d'avancement du PSR par dispositifs sera proposée cet après-midi dans le cadre du Comité régional PAC.

## **Mesures régionales du programme national FEAMPA 2021-2027**

*Muriel LAHENS – Cheffe du service Pêche Aquaculture (cf diaporama)*

Le programme national FEAMPA prévoit de confier la gestion de certaines mesures aux régions littorales : soutien aux activités de pêche et aux établissements portuaires, à l'aquaculture, aux entreprises de transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture et à leur valorisation, et au développement local mené par les acteurs locaux (DLAL).

En région Nouvelle-Aquitaine, le FEAMPA est doté d'une enveloppe de 33,6 M€ pour la période 2021-2027, avec une contrepartie nationale publique obligatoire, celle de la Région à hauteur de 16,3 M€ et celle de l'Etat pour 4,6 M€.

Après 3 années de mise en œuvre, 241 projets ont été sélectionnés représentant 36% de la maquette et 182 projets ont été payés.

Les taux d'avancement sont différents pour chacune des 4 mesures :

- 54 dossiers d'activités de **pêche** ont été sélectionnés, principalement en soutien au secteur d'installation de jeunes pêcheurs. En règle générale, un jeune pêcheur, en phase de lancement de son activité, se portera acquéreur d'un très vieux navire, nécessitant rapidement des travaux de modernisation, voire de remotorisation pour lesquels le FEAMPA pourra être mobilisé. Par ailleurs, à ce jour, 3 dossiers d'investissements portuaires ont été sélectionnés. Aucune inquiétude n'est exprimée quant à la consommation de cette enveloppe, malgré le taux de programmation affiché à 24% ;
- Le volet **aquaculture** concerne notamment le soutien aux investissements en conchyliculture et en pisciculture. Cette mesure, qui a très fortement démarré et enregistre un taux de programmation de 68%, marque un peu le pas aujourd'hui, en raison de la contamination par le norovirus qui a affecté la filière conchylicole lors de l'hiver 2023-2024. Cette situation sanitaire exceptionnelle a conduit à un recentrage des aides en faveur des bassins de purification. Ce volet aquaculture concerne par ailleurs l'aide à l'installation des jeunes.
- Le volet **transformation** affiche un bon taux de programmation (44 %). Les demandes d'aides sont déposées de façon régulière et aucune inquiétude ne ressort sur la consommation de la maquette. Sur cette mesure, sont notamment soutenus les projets de communication et les marques de qualité (ex : IGP Caviar d'Aquitaine, huîtres du Bassin d'Arcachon et de Marennes Oléron,...).
- S'agissant du volet **DLAL**, qui concerne 4 GALPA en Nouvelle-Aquitaine, la sélection des dossiers a commencé avec un an de décalage par rapport aux autres priorités, expliquant le taux de programmation à hauteur de seulement 18%, mais celui-ci ne suscite pas d'inquiétude particulière compte tenu du dynamisme des territoires et des prévisions de projets.

En termes de dégagement d'office, la cible fixée à 5,69 M€ pour la Nouvelle-Aquitaine sera atteinte.

Des concertations ont été lancées en 2025 avec l'ensemble des filières, en prévision d'un remaquetage et d'un réamorçage de la dynamique de programmation. Il est notamment proposé, d'une part, le transfert de crédits de l'OS Biodiversité vers l'OS Aquaculture et, d'autre part, la modification des taux et plafonds d'intervention, afin de dynamiser les deux dernières années de programmation. Ces propositions seront soumises à la validation du Comité national de suivi le 28 novembre prochain, puis à celle de la CE début 2026.

## **Volet territorial des programmes 2021-2027**

*Solenne CORRAND – Directrice des Fonds Européens (cf diaporama)*

Le volet territorial, spécificité régionale, représente une enveloppe multifonds de 193 M€ (soit 15% des crédits sous la responsabilité de la Région), bénéficiant à 54 territoires néo-aquitains, couvrant la totalité du territoire de la Nouvelle-Aquitaine : 124 M€ au titre du FEDER, 65 M€ au titre de LEADER et 4 M€ au titre du FEAMPA.

54 stratégies locales permettent de couvrir l'intégralité du territoire régional autour de 15 thématiques transversales. 2266 membres de GAL sont mobilisés pour assurer un copilotage public-privé de la stratégie locale de développement et pour sélectionner les projets.

On observe une très bonne dynamique sur les territoires : plus de 390 réunions de GAL, plus de 2 700 pré-demandes et 1 651 projets ayant reçu un avis d'opportunité favorable.

A ce jour, 340 projets ont été sélectionnés, à savoir 186 au titre de l'axe 5, pour 14,050 M€ de FEDER, et 154 projets au titre de Leader, représentant 5,579 M€ de FEADER.

Mobilisées jusqu'en juin 2025 sur les travaux de clôture du dispositif Leader 2014-2022, les équipes de la Région sont désormais pleinement mobilisées sur l'instruction 21-27.

## **Programmes de coopération territoriale européenne (CTE) 2021-2027**

*Carine VERNHES – Déléguée régionale Europe et International (cf diaporama)*

La Région Nouvelle-Aquitaine est concernée par les 4 programmes suivants :

- **POCTEFA** (programme européen de coopération transfrontalière créé pour promouvoir le développement durable du territoire frontalier de l'Espagne, de la France et de l'Andorre) bénéficie d'une enveloppe FEDER de 243 M€. Un premier appel à projets organisé en 2023 a permis de sélectionner 83 dossiers, avec la participation d'acteurs régionaux pour 54 d'entre eux. Par ailleurs, sur les 111 candidatures au 2<sup>nd</sup> AAP lancé début 2025 en cours d'instruction, 72 impliquent des acteurs de Nouvelle-Aquitaine. A noter que 55 candidatures (dont 23 impliquant des acteurs néo-aquitains) ont été reçues dans le cadre de l'appel à petits projets lancé en 2025.
- **Espace Atlantique**, pour lequel la Nouvelle-Aquitaine est autorité de gestion nationale, est doté d'une enveloppe de 105 M€ UE. 24 projets, dont 9 comptant la participation d'acteurs régionaux, ont été retenus lors du dernier appel à projets, parmi lesquels il convient de souligner un projet relatif aux questions liées au flux touristique et à l'érosion, en partenariat avec l'ensemble des pays composant cet espace.

- **SUDOE** (Sud-Ouest Européen) bénéficie d'une enveloppe FEDER de 106 M€. Deux appels à projets « structurants » (priorités risques incendies et vieillissement) et « capitalisation » seront organisés début 2026. Un appel à projets « valorisation » sera lancé mi-2027. A noter lors du précédent AAP, la sélection de plusieurs dossiers autour de l'ESS impliquant des acteurs néo-aquitains et pour lesquels la Région était partie prenante.
- **INTERREG EUROPE** est doté de 379 M€ de FEDER. Lors du dernier AAP organisé en 2024, aucun projet impliquant la participation d'acteurs de Nouvelle-Aquitaine n'a été retenu.

## Communication

*Serge RODRIGUEZ - Référent communication fonds européens (cf diaporama)*

La communication sur les programmes européens s'adresse notamment aux bénéficiaires potentiels, via le site internet [www.europe-en-nouvelle-aquitaine.fr](http://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.fr).

La presse porte un intérêt tout particulier aux informations et événements organisés au niveau local. Une agence de relations presse accompagne la Région depuis plusieurs années, notamment pour l'organisation de l'événement *le Joli mois de l'Europe*, pour lequel des résultats méritent d'être soulignés en termes de retombées médias et d'articles dédiés.

Une attention particulière est portée sur la communication spécifique aux opérations d'importance stratégique (ex : Ferrocampus) et une plaquette grand public permet la promotion de l'Europe auprès du plus grand nombre, illustrée par de nombreux exemples de projets soutenus sur l'ensemble du territoire néo-aquitain.

Un projet de vidéo à destination des bénéficiaires de formation professionnelle est en cours de construction, leur permettant d'identifier et de comprendre le rôle de l'Europe et de la Région dans chaque étape de leur parcours.

La Région Nouvelle-Aquitaine a la chance de pouvoir bénéficier de nombreux outils, via notamment les réseaux sociaux, indispensables aujourd'hui pour une large communication sur l'Europe.

Toutes communications informelles sur les sujets européens doivent également être encouragées.



## Informations diverses

*Carine VERNHES – Déléguée régionale Europe et International (cf diaporama)*

### **Charte des Droits fondamentaux et respect de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées**

Des actions d'informations sont réalisées en Nouvelle-Aquitaine au travers notamment du guide du porteur de projet, du guide des procédures et de la désignation d'un référent intégré dans le réseau national.

En l'état actuel de la programmation, aucune réclamation n'a été exprimée.

\* \* \*

\*

En conclusion, **Petr LAPKA**, représentant la Commission européenne (DG AGRI), réaffirme qu'il est important de communiquer sur les réussites.

La CE se montre rassurée quant aux perspectives de programmation 21-27.

La mise en place des options de coûts simplifiés doit être encouragée, puisqu'elle conduit à une réelle simplification, du côté du bénéficiaire et du service instructeur.

Enfin, il convient d'assouplir toute réglementation nationale ou régionale susceptible d'alourdir la mise en œuvre de la politique européenne.